



Verfassungsgerichtshof

**ÜBERSETZUNG**  
**Entscheid Nr. 146/2024**  
**vom 28. November 2024**  
**Geschäftsverzeichnismr. 8165**  
**AUSZUG**

*In Sachen:* Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf Artikel 85 § 1 Absatz 3 des Mehrwertsteuergesetzbuches, gestellt vom Appellationshof Antwerpen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten Luc Lavrysen und Pierre Nihoul, und den Richtern Thierry Giet, Joséphine Moerman, Michel Pâques, Danny Pieters und Kattrin Jadin, unter Assistenz des Kanzlers Nicolas Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten Luc Lavrysen,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

*I. Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage und Verfahren*

In seinem Entscheid vom 6. Februar 2024, dessen Ausfertigung am 15. Februar 2024 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist und der mit dem Entscheid vom 20. Februar 2024, dessen Ausfertigung am 27. Februar 2024 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, berichtigt wurde, hat der Appellationshof Antwerpen folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel 85 § 1 Absatz 3 des MwStGB gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung, dahin ausgelegt, dass die Rechte der Staatskasse im Falle der drohenden Verjährung ohne Rücksicht darauf gefährdet sind, ob sich die drohende Verjährung aus einem Fehler bzw. einer Nachlässigkeit des Fiskus, oder aber aus Umständen, die dem Fiskus nicht zuzuschreiben sind, ergibt? ».

(...)

### III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

#### *In Bezug auf die fragliche Bestimmung und deren Kontext*

B.1.1. Artikel 85 § 1 Absatz 3 des Mehrwertsteuergesetzbuches (nachstehend: MwStGB) bestimmt:

« La justification de la dette fiscale doit avoir été portée à la connaissance du redevable au plus tard un mois avant que la dette fiscale ne soit reprise à un registre de perception et recouvrement visé à l’alinéa 1er ou 2, sauf si les droits du Trésor sont en péril, auquel cas elle doit avoir été portée à la connaissance du redevable au plus tard au moment où la dette fiscale est reprise à un registre de perception et recouvrement. Lorsque le redevable n’a pas de domicile connu en Belgique ou à l’étranger, cette justification est adressée au procureur du Roi à Bruxelles ».

Aufgrund von Artikel 85 §1 Absatz 1 des MwStGB wird die Steuerschuld, bestehend aus Steuer, Verzugszinsen, steuerrechtlichen Geldbußen und Nebenforderungen, bei Nichtzahlung in ein Einnahme- und Beitreibungsregister aufgenommen, das den Vollstreckungstitel für die Beitreibung der Steuerschuld bildet und diese konkretisiert. Artikel 85 § 1 Absatz 2 des MwStGB erlaubt es der Verwaltung, das Einnahme- und Beitreibungsregister mittels einer Berichtigung zu ändern, wenn die in diesem Register aufgenommenen Beträge revidiert werden müssen. Einnahme- und Beitreibungsregister werden vom Generalverwalter der mit der Mehrwertsteuer beauftragten Verwaltung oder von dem von ihm beauftragten Beamten erstellt und für vollstreckbar erklärt (Artikel 85 § 2 Absatz 1 des MwStGB).

B.1.2. Die Regelung des Einnahme- und Beitreibungsregisters wurde eingeführt durch Artikel 9 des Gesetzes vom 26. November 2018 « zur Abänderung des Mehrwertsteuergesetzbuches hinsichtlich der Automatisierung des Vollstreckungstitels im Bereich der Mehrwertsteuer » (nachstehend: Gesetz vom 26. November 2018). In den Vorarbeiten zu diesem Gesetz heißt es in Bezug auf den allgemeinen Zweck der beabsichtigten Reform:

« Le projet de loi que le Gouvernement a l’honneur de soumettre à votre approbation vise à modifier et moderniser le titre exécutoire en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

En matière de T.V.A., l'exigibilité de la taxe qui correspond au droit que le Trésor peut faire valoir aux termes de la loi pour le paiement, existe dès le fait générateur lequel intervient au moment où les opérations imposables sont opérées ou par le paiement du prix totalement ou partiellement dans le cas où ceci a lieu avant le moment où l'opération ne soit considérée comme imposable.

La liquidation de la dette est assurée par l'assujetti à travers son obligation d'inscrire le décompte des sommes dues et des sommes déductibles dans sa déclaration.

Il s'ensuit que le paiement volontaire par le redevable éteint valablement sa dette sans que l'administration ne doive au préalable établir un titre de créance.

Ce n'est qu'en cas de défaut de paiement que l'administration s'octroie, en vertu de la législation fiscale, un titre exécutoire en vue de l'exécution forcée. Dans la législation en vigueur, ce titre exécutoire est la contrainte administrative.

En vertu de l'article 85, § 1er, alinéa 1er, du Code de la T.V.A. (ci-après Code), la contrainte est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement. Elle est visée et rendue exécutoire par le conseiller général de l'administration en charge de la T.V.A. ou par un fonctionnaire désigné par lui.

L'établissement du titre exécutoire nécessite dans ce contexte l'intervention à la fois des fonctionnaires chargés de la taxation et de ceux chargés du recouvrement.

Corollaire d'une nouvelle organisation administrative, le présent projet de loi prévoit, pour les dettes fiscales impayées, la création du titre exécutoire – le registre de perception et recouvrement – au moyen d'un système automatisé.

Le registre de perception et recouvrement, acte authentique, traduit désormais en lieu et place de la contrainte, les privilèges administratifs du préalable et de l'exécution d'office. À l'instar de la contrainte (voir Cass., 9 mars 2006, R.G. n° C.04 0284.N et Cass., 16 octobre 2008, R.G. n° C.06 0433.F), le registre de perception et recouvrement constitue donc le titre exécutoire pour le recouvrement de la dette fiscale et concrétise celle-ci. Toutefois, à la différence de la contrainte qui constitue un titre exécutoire individuel, le registre de perception et recouvrement est une liste générale établie périodiquement et de manière automatisée qui reprend l'identification des différents redevables ainsi que le montant de la taxe, des intérêts, des amendes fiscales et des accessoires restant dus par chacun d'eux. Il s'agit donc en principe d'un titre exécutoire général dans la mesure où il reprend les dettes fiscales de plusieurs redevables, même si rien n'empêche qu'un registre de perception et recouvrement ne contienne, dans des circonstances particulières, qu'une seule dette fiscale.

Constituant un titre exécutoire permettant les poursuites en recouvrement, la reprise de la dette fiscale à un registre de perception et recouvrement intervient, comme de par le passé, en cas de non-paiement de cette dette.

Chaque dette fiscale impayée qui fait à l'heure actuelle l'objet d'une contrainte administrative décernée par le receveur de la T.V.A., visée et rendue exécutoire par le conseiller général de l'administration en charge de la T.V.A. ou par un fonctionnaire désigné par lui, sera à l'avenir reprise à un registre de perception et recouvrement par les services de taxation.

Les registres de perception et recouvrement seront donc formés et rendus exécutoires par l'administrateur général de l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée ou par le fonctionnaire délégué par lui.

En soustrayant le receveur chargé de recouvrer une dette T.V.A. de l'obligation d'élaborer le titre exécutoire, ce qui est actuellement le cas notamment en matière d'impôts directs, ce projet de loi permet de franchir une étape dans l'harmonisation et l'automatisation accrue des processus de recouvrement des créances fiscales et d'optimiser l'activité des services du SPF Finances, et plus particulièrement celle de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement [...].

[...]

La rationalisation des travaux de recouvrement ira de pair avec la limitation des coûts des actions de recouvrement, ce qui ne peut être que bénéfique tant aux citoyens et aux entreprises qu'à l'État » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3277/001, SS. 4 bis 6).

B.1.3. In Bezug auf die Verpflichtung zur Notifizierung der Rechtfertigung der Steuerschuld gegenüber dem Steuerpflichtigen heißt es in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 26. November 2018:

« L'article 85, § 1er, alinéas 3 et 4, nouveaux, insèrent dans le Code l'obligation de communiquer au redevable un mois avant la reprise de la dette fiscale à un registre de perception et recouvrement les éléments justificatifs de la dette fiscale. La communication de ces éléments justificatifs relève de la motivation formelle du registre de perception et recouvrement et consiste en la mise à connaissance des considérations de droit et de fait servant de fondement au registre de perception et recouvrement.

Pour rappel, sous le régime de la contrainte administrative, la jurisprudence admet de manière unanime que la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est intégralement applicable aux contraintes décernées en matière de T.V.A. afin de permettre au redevable de prendre connaissance de la cause des sommes qui lui sont réclamées, et ce en vue d'introduire, le cas échéant, les voies de recours.

En réponse à une question parlementaire, le ministre des Finances a précisé : *' En matière de T.V.A., la règle générale est d'énoncer les motifs dans l'acte lui-même étant donné que la motivation fait en principe partie de la décision elle-même. C'est ainsi que la contrainte est toujours motivée en fait et en droit, répondant ainsi aux exigences de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. De plus, le procès-verbal fait unité avec la contrainte et est ajouté à celle-ci, de sorte que l'assujetti peut y vérifier les fondements de la créance. '* (Question n° 1283 de M. de CLIPPELE du 11 mai 2001, Bull. Q. et R., Sénat, 2001-2002, n° 2-44, p. 2277).

Comme le registre de perception et recouvrement qui se substitue à la contrainte sera établi de manière automatisée et doté d'un contenu forcément réduit, il a été jugé utile d'insérer dans le Code l'obligation de communiquer, préalablement à la reprise de la dette fiscale à un registre de perception et recouvrement, les considérations de droit et de fait – autrement dit la justification – de la dette fiscale et de son montant. [...]

Il est satisfait à cette obligation dès lors que l'objet et le fondement de la dette fiscale établis par l'administration sont portés à la connaissance du redevable à un moment quelconque mais au plus tard un mois avant la reprise de la dette fiscale à un registre de perception et recouvrement.

Il est cependant fait exception à la règle de l'antériorité dans l'hypothèse où les droits du Trésor sont en péril, auquel cas la communication des causes justificatives de la dette peut intervenir au plus tard concurremment avec sa reprise à un registre de perception et recouvrement. Les droits du Trésor peuvent être en péril lorsqu'il y a prescription imminente de la dette fiscale ou lorsqu'il ressort des éléments de fait que le paiement de la dette fiscale est menacé par des causes imputables au redevable, telle[s] que l'ébranlement de crédit, la cessation de paiement ou un départ imminent à l'étranger. Il peut également en être ainsi en cas d'existence d'un plan de réorganisation ou d'une faillite, ou de divers éléments d'où il ressort que le redevable se rend insolvable. L'exception à la règle de l'antériorité, c'est-à-dire au respect du délai d'un mois entre l'envoi de la justification de la dette fiscale et la reprise de cette dette à un registre de perception et recouvrement, doit donc être appliquée de manière restrictive.

Comme de par le passé, ces considérations de droit et de fait (la justification de la dette fiscale) peuvent se retrouver soit dans le procès-verbal (application de l'article 59, § 1er, du Code), soit dans la décision de taxation d'office (application des articles 66 et 67 du Code), soit dans le compte spécial (application de l'article 8 de l'arrêté royal n° 24, du 29 décembre 1992, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, pris en exécution des articles 52, 53, 53ter, 53octies, 53nonies, 54, 58, 70 et 91 du Code), soit encore dans tout autre document, tel[le] une décision de régularisation, par laquelle les fonctionnaires de l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses compétences, communiquent aux redevables l'existence d'une dette fiscale » (ebenda, SS. 7 bis 9).

B.1.4. Aufgrund von Artikel 85 § 1 Absätze 4 und 5 des MwStGB, eingeführt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 2. Mai 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Mehrwertsteuer und zur Abänderung der Steuerermäßigung für unentgeltliche Zuwendungen », ist die Verwaltung von der Versendung der Rechtfertigung der Mehrwertsteuerschuld befreit, wenn sich die Schuld aus der Erklärung des Steuerpflichtigen ergibt oder wenn der Steuerpflichtige die Schuld anerkannt hat. In diesen Fällen gilt die Erklärung oder das Schuldanerkenntnis als Notifizierung der Rechtfertigung der Mehrwertsteuerschuld.

B.1.5. Die Notifizierung der Rechtfertigung erfolgt durch gewöhnlichen Brief (Artikel 85 § 1 Absatz 6 des Mehrwertsteuergesetzbuches) oder bei Vorliegen einer ausdrücklichen Zustimmung des Steuerschuldners elektronisch (Artikel 85 § 1 Absatz 7 des MwStGB).

Sobald das Einnahme- und Beitreibungsregister für vollstreckbar erklärt worden ist, wird die Aufnahme der Steuerschuld in dieses Register dem Steuerschuldner durch Versand - in geschlossenem Umschlag - einer Einnahme- und Beitreibungsmeldung zur Kenntnis gebracht, wobei diese Meldung das Datum der Vollstreckbarerklärung des Einnahme- und Beitreibungsregisters erwähnt (Artikel 85 § 3 Absatz 1 des MwStGB). Wie auch in Bezug auf die Rechtfertigung der Mehrwertsteuerschuld kann sich der Steuerpflichtige mit einem elektronischen Versand der Einnahme- und Beitreibungsmeldung einverstanden erklären (Artikel 85 § 3 Absatz 2 des MwStGB).

B.1.6. Die Verjährungsfrist für die Klage auf Begleichung der Steuer, der Verzugszinsen und der steuerrechtlichen Geldbußen beträgt grundsätzlich drei Jahre (Artikel 81*bis* § 1 des MwStGB), mit Ausnahme im Falle des Verdachts der Steuerhinterziehung. Wenn die Mehrwertsteuerschuld in ein für vollstreckbar erklärtes Einnahme- und Beitreibungsregister aufgenommen worden ist, tritt die Verjährung der Klage auf Begleichung der Schuld erst nach Ablauf von fünf Jahren ab dem Datum der Vollstreckbarerklärung des Registers ein (Artikel 23 § 2 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen).

### *Zur Hauptsache*

B.2. Das vorliegende Rechtsprechungsorgan befragt den Gerichtshof zur Vereinbarkeit von Artikel 85 § 1 Absatz 3 des MwStGB mit den Artikeln 10, 11 und 172 der Verfassung, wenn diese Bestimmung dahin ausgelegt wird, dass die Rechte der Staatskasse im Falle einer drohenden Verjährung der Steuerschuld gefährdet sind, unabhängig davon, ob diese drohende Verjährung die Folge eines Fehlers oder einer Nachlässigkeit der Verwaltung oder aber von Umständen ist, die der Verwaltung nicht zuzuschreiben sind.

Der Gerichtshof prüft die fragliche Bestimmung in der Auslegung des vorliegenden Rechtsprechungsorgans, die nicht offensichtlich falsch ist.

B.3.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Artikel 172 der Verfassung stellt eine besondere Anwendung dieses Grundsatzes in Steuerangelegenheiten dar.

B.3.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung steht dem entgegen, dass Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne dass hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4. Die in Frage stehende Bestimmung verpflichtet die Verwaltung dazu, spätestens einen Monat vor Aufnahme der Steuerschuld in das Einnahme- und Beitreibungsregister die Rechtfertigung der Steuerschuld dem Steuerpflichtigen zu notifizieren, außer wenn die Rechte der Staatskasse gefährdet sind, etwa im Falle einer drohenden Verjährung der Steuerschuld, wobei sie spätestens zu dem Zeitpunkt, zu dem die Steuerschuld in das Einnahme- und Beitreibungsregister aufgenommen wird, dem Steuerschuldner zur Kenntnis gebracht werden muss.

B.5. Es gehört zur Ermessensbefugnis des Steuergesetzgebers, bei der Einführung eines Steuersystems die geeigneten Verfahren und Fristen für die Beitreibung festzulegen. Er verfügt diesbezüglich über einen breiten Ermessensspielraum. Die identische Behandlung, die eingeführt wird, muss allerdings angemessen gerechtfertigt sein und darf nicht zu unverhältnismäßigen Einschränkungen der Rechte der betreffenden Personen führen.

B.6. Aus den in B.1.2 und B.1.3 angeführten Vorarbeiten ergibt sich, dass die in Frage stehende Bestimmung zum Ziel passt, die Beitreibungsverfahren in Bezug auf die Mehrwertsteuerschulden zu vereinfachen, um zu einer effizienteren Beitreibung und Einnahme dieser Schulden beizutragen. Indem die Verwaltung von der Verpflichtung befreit wird, die Rechtfertigung der Steuerschuld spätestens einen Monat vor Aufnahme der Steuerschuld in das Einnahme- und Beitreibungsregister dem Steuerpflichtigen zu notifizieren, soll nach dem Willen des Gesetzgebers auch die effektive Einnahme der Mehrwertsteuerschulden sichergestellt werden. Dies sind legitime Ziele des Allgemeininteresses.

B.7.1. Das ordnungsgemäße Funktionieren des Steuersystems und letzten Endes der öffentlichen Behörden, die den Auftrag haben, durch Steuern Aufgaben allgemeinen Interesses auszuführen, setzt voraus, dass die gesetzlich festgelegten Steuern korrekt von den Steuerpflichtigen gezahlt und von den öffentlichen Behörden tatsächlich erhoben werden. Die Festlegung einer Veranlagung oder die Erhebung einer Steuer in den Fällen, in denen diese Steuer aufgrund des Gesetzes geschuldet ist, ist eine Verpflichtung für die Verwaltung, mit der die Gleichheit der Bürger vor dem Steuergesetz gewährleistet wird. Außerdem wird das Mehrwertsteuersystem stark beeinflusst durch die Bestimmungen der Richtlinie 2006/112/EG des Rates vom 28. November 2006 « über das gemeinsame Mehrwertsteuersystem », wonach die Mitgliedstaaten verpflichtet sind, alle Rechts- und Verwaltungsvorschriften zu erlassen, die geeignet sind, die Erhebung der gesamten in ihrem jeweiligen Hoheitsgebiet geschuldeten Mehrwertsteuer zu gewährleisten (EuGH, 14. Oktober 2021, C-360/20, *Ministerul Lucrărilor Publice, Dezvoltării și Administrației gegen NE*, ECLI:EU:C:2021:856, Randnr. 36; Große Kammer, 2. Mai 2018, C-574/15, *Mauro Scialdone*, ECLI:EU:C:2018:295, Randnrn. 26 und 27; Große Kammer, 20. März 2018, C-524/15, *Luca Menci*, ECLI:EU:C:2018:197, Randnrn. 18 und 19; Große Kammer, 8. September 2015, C-105/14, *Ivo Taricco u.a.*, ECLI:EU:C:2015:555, Randnrn. 36 bis 40).

B.7.2. Wie auch in den in B.1.2 angeführten Vorarbeiten erwähnt wird, entsteht hinsichtlich der Mehrwertsteuer die Steuerschuld kraft Gesetzes durch Tätigen eines der Mehrwertsteuer unterliegenden Umsatzes, ohne etwaiges Tätigwerden der Steuerverwaltung. Wurde der Umsatz getätigt, ist die Steuer geschuldet. Die in Frage stehende Bestimmung und die etwaigen Unregelmäßigkeiten, die die Verwaltung im Rahmen der Anwendung dieser Bestimmung begeht, sind erst bei Ausbleiben einer freiwilligen Zahlung der Steuer durch den Steuerpflichtigen von Bedeutung; sie beeinflussen als solche nur den vollstreckbaren Titel im Hinblick auf die Beitreibung der Steuerschuld, nicht die Entstehung der Steuer (Kass., 12. Dezember 2019, ECLI:BE:CASS:2019:ARR.20191212.1N.4; 23. Dezember 2016, ECLI:BE:CASS:2016:ARR.20161223.2; 9. Oktober 2014, ECLI:BE:CASS:2014:ARR.20141009.12; 22. Mai 2014, ECLI:BE:CASS:2014:ARR.20140522.9; 3. März 2011, ECLI:BE:CASS:2011:ARR.20110303.1); sie beeinflussen nur die Verjährungsfrist bezüglich der Beitreibung der Steuerschuld, nicht die Veranlagungsfrist, die die Befugnis der Behörde zur Festsetzung der Steuerschuld zeitlich beschränken soll.

B.7.3. Angesichts der vorstehenden Ausführungen ist es angemessen gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber nicht ausdrücklich festgelegt hat, dass die Ausnahme von der Verpflichtung zur vorherigen Notifizierung der Rechtfertigung der Steuerschuld gegenüber dem Steuerpflichtigen nicht angewandt werden kann, wenn die Gefährdung der Rechte der Staatskasse durch eine drohende Verjährung der Steuerschuld die Folge eines Fehlers oder einer Nachlässigkeit der Verwaltung ist.

B.8. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die in Frage stehende Bestimmung die Rechte des Steuerpflichtigen womöglich auf unverhältnismäßige Weise beschränkt.

B.9.1. Die ausdrückliche Begründung eines individuellen Verwaltungsakts ermöglicht es dem Bürger, die rechtlichen und tatsächlichen Erwägungen, die ihm zugrunde liegen, zu verstehen. Sie ist ein Recht des Bürgers, dem somit eine zusätzliche Garantie bei Verwaltungsakten mit individueller Tragweite geboten wird, die willkürlich sein könnten.

B.9.2. Die in Frage stehende Bestimmung nimmt dem Steuerpflichtigen nicht die Möglichkeit, von der Rechtfertigung der Steuerschuld Kenntnis zu nehmen, sondern hat lediglich zur Folge, dass der Steuerpflichtige erst und spätestens zum Zeitpunkt der Aufnahme in das Einnahme- und Beitreibungsregister davon Kenntnis nehmen kann. Da die Verwaltung eine Zahlungsaufforderung an den Steuerpflichtigen senden muss, bevor sie die Zwangsvollstreckung vornehmen kann (Artikel 13 § 1 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen), hat der Steuerpflichtige die Möglichkeit, die Rechtfertigung der Steuerschuld zu studieren und zu beurteilen, ob es angezeigt ist, die Rechtsbehelfe einzulegen, über die er verfügt. Wie sich aus den in B.1.3 angeführten Vorarbeiten ergibt, muss diese Rechtfertigung außerdem nicht zwangsläufig auf die in Artikel 85 § 1 Absatz 3 des MwStGB genannte Weise dem Steuerpflichtigen notifiziert werden, sondern kann dies, wie es bereits nach der früheren Regelung der Zwangsbeitreibung der Fall war, auch schon in einer früheren Phase des administrativen Beitreibungsverfahrens erfolgen, beispielsweise über die Aufnahme in eine Regularisierungsentscheidung oder in ein anderes Dokument, in dem das Bestehen einer Steuerschuld mitgeteilt wird, wie ein Protokoll (aufgrund von Artikel 59 § 1 des MwStGB), oder im Rahmen einer Kontaktaufnahme mit der für die Mehrwertsteuer zuständigen Verwaltung, und worauf der Steuerpflichtige grundsätzlich antworten kann (*Fragen und Antworten*, Kammer, 2021-2022, 25. Mai 2022, QRVA 55-086, SS. 151 bis 154). Aus den

Vorarbeiten ergibt sich auch, dass die Nichteinhaltung der Frist von einem Monat zwischen der Notifizierung und dem vollstreckbaren Titel die Ausnahme bildet und daher auf restriktive Weise angewandt werden muss.

B.9.3. Ferner verfügt der Steuerpflichtige über die Möglichkeit, eine administrative Beschwerde ohne aufschiebende Wirkung beim Minister der Finanzen einzulegen (Artikel 84 Absatz 1 des MwStGB). Auch eine Beschwerde beim Steuerschlichtungsdienst bleibt nach der Aufnahme der Mehrwertsteuerschuld in das Einnahme- und Beitreibungsregister möglich (Artikel 84<sup>quater</sup> des MwStGB und Artikel 116 des Gesetzes vom 25. April 2007 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (IV) »). Ein zulässiger Antrag auf Steuerschlichtung setzt im Übrigen alle Mittel der Vollstreckung aus (Artikel 116 § 1/2 desselben Gesetzes vom 25. April 2007).

B.9.4. Darüber hinaus verfügt der Steuerpflichtige über Rechtsmittel gegen die Aufnahme der Mehrwertsteuerschuld in das Einnahme- und Beitreibungsregister. Der Steuerpflichtige kann durch Erhebung eines Einspruchs (Artikel 19 § 2 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen) alle Beschwerdegründe, unter anderem in Bezug auf die Besteuerungsgrundlage, die Unregelmäßigkeiten in der Untersuchungsphase und die Beitreibung selbst bei einem Richter mit voller Rechtsprechungsbefugnis anführen. Die Ausführung des Einnahme- und Beitreibungsregisters wird auch durch das Einspruchsverfahren unterbrochen.

Die Steuerverwaltung muss im Rahmen der Beitreibung einer Steuerschuld ebenso die allgemeinen Grundsätze der ordnungsgemäßen Verwaltung sowie das Sorgfaltsprinzip beachten.

B.9.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die in Frage stehende Bestimmung die Rechte des Steuerpflichtigen nicht auf unverhältnismäßige Weise beschränkt.

B.10. Artikel 85 § 1 Absatz 3 des MwStGB ist vereinbar mit den Artikeln 10, 11 und 172 der Verfassung.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erkennt für Recht:

Artikel 85 § 1 Absatz 3 des Mehrwertsteuergesetzbuches verstößt nicht gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung.

Erlassen in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 28. November 2024.

Der Kanzler,

Der Präsident,

(gez.) Nicolas Dupont

(gez.) Luc Lavrysen